

---

Brochure n° 3134 | Convention collective nationale

IDCC : 2205 | **NOTARIAT**

---

**Avenant n° 1 du 23 janvier 2020**

à l'accord de branche du 11 juillet 2019 relatif à l'intéressement

NOR : ASET2050303M

IDCC : 2205

---

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**CSN ;**

**SNN,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CSFV CFTC ;**

**FS CFDT ;**

**SNCTN CFE-CGC ;**

**FGCEN FO,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Un accord de branche permettant la mise en place simplifiée d'un accord d'intéressement dans les offices qui le souhaitent a été signé le 11 juillet 2019.

Aux termes de son article 6, l'entrée en vigueur de cet accord était conditionnée à l'obtention du rescrit favorable de l'Acos, afin que les formules proposées ouvrent droits aux exonérations légales de cotisations sociales.

Par courrier en date du 4 décembre 2019, l'Acos a transmis sa position. Elle a conclu à la conformité des formules de calcul sous réserve de précisions.

Ceci étant exposé les partenaires sociaux ont convenus de ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 6 de l'accord de branche du 11 juillet 2019 est supprimé et remplacé par la mention suivante :

« Le présent accord à durée indéterminée entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> mars 2020. »

## Article 2

L'article 3 de l'annexe à l'accord de branche du 11 juillet 2019 relatif à l'intéressement dans le notariat est modifié comme suit :

**2.1.** L'option n° 3 intitulée « dispositif basé sur le résultat net comptable par tranche par associé » est supprimée.

**2.2.** L'option n° 4 intitulée « dispositif basé sur la hausse du nombre d'actes » devient l'option n° 3. Le 2<sup>e</sup> paragraphe de cette option est modifié comme suit, s'agissant de la signification du terme « actes » :

« – la notion d' "acte" s'entend de l'ensemble des actes authentiques reportés sur le répertoire officiel ainsi que les déclarations de successions réalisées par l'office ayant fait l'objet de la déclaration annuelle professionnelle (DAP) auprès du conseil supérieur du notariat ; »

## Article 3

Le présent avenant entrera en vigueur le 31 mars 2020.

Il sera rendu public et versé dans une base de données nationale, en application des articles L. 2231-5-1 et R. 2231-1-1 du code du travail.

Il sera déposé conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail et porté à la connaissance des employeurs.

Il sera soumis à la procédure d'extension prévue aux articles L. 261-24 et suivants du code du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

*Fait à Paris, le 23 janvier 2020.*

(Suivent les signatures.)